

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Liban

N° 150 du 04.12 au 16.01.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire..

Tiré à part

1 Lutte pour la libération du territoire

2 Politique Libanaise

3 Politique internationale

a) Pays Arabes & voisins

4 Institutions internationales

5 Autres Pays

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

7 Brèves

8 Dossiers

9 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

10 Analyse - Géopolitique et stratégie- Réflexion

11 Annexe

Editorial

Tiré à part :

Ibrahim al-Amine : Le « 14 mars » dans le Wikileaks « libanais » : Des informateurs du dixième rang.

On reste perplexe sur la manière d'aborder les textes de la correspondance entre l'ambassade américaine à Beyrouth et le ministère des AE à Washington, à propos des détails politiques et sécuritaires relatifs au Liban.

Les textes parvenus à « al-Akhbar » sont par centaines, et les pages encore plus, et tous sont classés secrets, même si leur contenu n'est pas étrange aux oreilles et yeux des Libanais au cours des années passées.

La polémique politique interne, les relations avec la Syrie, la confrontation du Hezbollah et l'enquête internationale ainsi que le tribunal, etc..

Dans toutes ces situations, les Etats-Unis paraissent le centre polarisateur.

Les textes ne contiennent pas des commentaires très importants ou des explications des positions de Washington, à partir des titres, et le scénario est limité aux dialogues entre d'une part, l'ambassadrice américaine ou son remplaçant, qui pose les questions, et d'autre part, les personnalités libanaises qui répondent, en long et en large. Il est cependant certain que les diplomates américains savent que le contenu de ces réunions s'envolera rapidement à Washington. Ils comptaient sur la confidentialité des procès-verbaux et qu'ils ne seraient pas publiés. Mais le problème, concernant les parties libanaises qui ne savaient pas que leurs paroles allaient être transmises, Dieu seul sait si la transmission a été fidèle et précise ou déviée, ou en fonction de ce que les Américains avaient compris.

Mais ces personnalités ne pensaient pas que ce qu'elles faisaient n'était qu'une des formes de collaboration pour le bénéfice de parties étrangères, et qu'elles sont en position d'informateurs qui transmettent les renseignements et incitent contre une partie libanaise, sans aucune retenue. Et si un jour, on découvre la liste des paiements de Jeffrey Feltman à Beyrouth, nous pouvons dès lors comprendre cet enthousiasme et cet excès à présenter des informations à l'ambassade américaine, de la part de ces parties ou personnalités libanaises.

Outre l'aspect amusant de l'affaire, mais à la manière « il vaut mieux en rire plutôt que pleurer », l'importance de ces documents gît, pour les Libanais aujourd'hui, dans la nécessité de revoir la période passée, et reprendre les positions, les déclarations et les décisions prises par le 14 mars, tout au long de ces années, quels furent ses propres calculs, ses analyses et ses données, et parce qu'ils indiquent l'ampleur des intérêts américains auprès de ceux-là, et combien ce groupe libanais a compté sur l'appui américain pour toute affaire. Cela reflète aussi l'ampleur de l'indifférence américaine au travers de l'ampleur des demandes insistantes.

Il est possible, en toute simplicité, de comprendre et de saisir l'ampleur de la politisation du dossier de l'enquête dans l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri, et il est possible de comprendre l'implication interne dans la guerre ouverte contre la résistance, comme il est possible de comprendre la guerre ouverte également contre le général Michel Aoun car il s'est entendu avec le Hezbollah, et il est possible de comprendre l'indifférence de l'occident, sous la direction des Etats-Unis d'Amérique, envers toute chose au Liban hormis ce qui se rapporte à la sécurité « d'Israël ».

Il est difficile que quelques pages contiennent tout ce qui existe, mais il y a plusieurs moyens de publication. Al-Akhbar publiera sur son site électronique les textes tels quels, dans leur langue d'origine, et la traduction en arabe de certains d'entre eux, et tous les documents relatifs au Liban et plusieurs pays arabes. Quiconque souhaite les consulter, doit être prêt à accepter, à l'avance, que la majeure partie de nos gouvernements et la majorité des forces du pouvoir dans notre monde arabe, sont des forces prêtes à vendre toute chose pour demeurer dans leur position...

Puis ils vous parlent de liberté, de souveraineté et d'indépendance...

Source : Fadwa Nassar

Vendredi 3 décembre 2010

Expédition militaire américano-française vers le Liban

Le site israélien Debka file, proche des milieux d'espionnage de ce régime, écrit que deux navires de guerre, américain et français, en Méditerranée, se sont dirigés vers les eaux libanaises.

Ce site prétend que ce mouvement a lieu pour empêcher les heurts militaires entre le Hezbollah et Israël, à la suite de l'effondrement du gouvernement libanais. Selon les sources militaires américaines, à Washington, les Etats-Unis ont ordonné à leurs forces offensives baptisées «Enterprise» de se tenir prêtes à se diriger vers les frontières libanaises. Ce site prétend que l'objectif des Etats-Unis est d'empêcher les conflits frontaliers, au Liban. Le site Debka file ajoute que les Etats-Unis ont été, ces derniers jours, le théâtre de vastes contacts entre Obama et le roi saoudien, le président français et le Premier ministre libanais, Saad Hariri, pour coordonner les positions de l'Occident, au sujet du TSL. Et ce, alors que le secrétaire général de la Ligue arabe a mis en garde, quant aux conséquences dangereuses d'une crise politique libanaise, avant d'inviter les deux parties à la retenue, pour arriver à une solution. Par ailleurs, le président du parlement libanais a déclaré, aujourd'hui, que le Président Michel Sleiman débutera ses consultations, lundi prochain, pour la désignation du nouveau Premier ministre.

14/01

<http://french.irib.ir>

Pentagone : Les USA surveillent la situation au Liban « de très près »

Les Etats-Unis "surveillent de très près" la situation au Liban, dont le gouvernement s'est effondré à la suite de la démission des ministres de l'opposition, a affirmé jeudi un porte-parole du Pentagone.

"Nous savons que les troubles et la violence qui pourraient résulter de la situation politique tendue sont des menaces pour la stabilité et la sécurité de la région", a dit à des journalistes le colonel David Lapan.

Interrogé sur l'envoi de navires militaires américains, le porte-parole a répondu qu'aucun bâtiment n'avait été dépêché au large des côtes libanaises.

"Le département de la Défense et le gouvernement américain souhaitent que toutes les parties usent de moyens pacifiques pour résoudre la situation", selon lui.

Les Etats-Unis sont "attachés à la souveraineté du Liban et au renforcement de ses institutions", a en outre prétendu le colonel Lapan.

14/01

<http://www.almanar.com.lb>

Résistance

Analyse

Raad : seul le choix de la résistance restitue la terre et les droits.

Le chef du bloc « Fidélité à la résistance » du Hezbollah au parlement Mohammad Raad a assuré que « la préservation des droits ne peut se faire qu'en reprenant la voie de la résistance » estimant que tous les autres options ne sont nullement utiles et ne permettent jamais de restituer un grain de sable de la terre usurpée, ni peut restituer la dignité ni réaliser une quelconque victoire ou gloire.

Raad qui prononçait un discours lors de la procession organisée par le Hezbollah dans la ville sudiste de Nabatiyeh, en l'occasion d'Achoura, commentait l'échec des pourparlers directs entre l'autorité palestinienne et l'entité sioniste censés permettre la création d'un état palestinien en 2011.

Selon lui, le fait de miser sur la diplomatie rusée n'est qu'une perte de temps, et une confiance faite à un mirage.

« C'est pour cela que nous continuerons sur cette voie, jusqu'au martyr ou la victoire », a-t-il clamé.

S'adressant au public de résistance, Raad a scandé : « Israël craint aujourd'hui vos réactions et appréhende votre riposte au cas où il commet une bêtise contre votre sécurité et votre pays ».

Et d'ajouter, rassurant : « n'accordez pas votre attention au pêle-mêle et ses auteurs de l'intérieur, ceux-ci n'ont rien d'autre à faire qu'à menacer de semer la discorde, et de recourir aux étrangers. Leurs positions ne sont que des signes de malheur pour nous, pour le pays, son indépendance et sa souveraineté ».

Raad a souligné que « le Hezbollah n'a que faire du bruitage interne et œuvre en toute quiétude pour préserver la paix civile, en recourant au dialogue, et en s'armant de la patience jusqu'à ce que Dieu tranche entre lui et les égarés ».

Assurant que son objectif est « de sauver le pays d'un complot international qui veut soumettre les Libanais, les humilier, décider de leur sort et se jouer de leur avenir ».

19/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166562&language=fr>

1 Lutte pour la libération du territoire

Les relents de la guerre

a) Liban

L'armée démantèle deux engins israéliens d'espionnage à Sannine et dans le Barouk.

La direction de l'orientation de l'armée a publié hier un communiqué dans lequel elle a affirmé avoir démantelé sur les hauteurs de Sannine et dans le Barouk « deux engins israéliens d'espionnage ».

Selon le communiqué, l'engin découvert à Sannine « est composé de cinq parties : un système visuel, un autre pour la transmission d'images, un troisième pour la réception de signaux de télécommande, une télécommande et un système d'autoalimentation en énergie ».

L'armée précise aussi qu'il s'agit d'un matériel « hautement sophistiqué, capable de repérer et de déterminer avec précision des objectifs à longue distance, pour faciliter les frappes ». « Le laser dont il est doté couvre un rayon de 20 kilomètres, assurant ainsi une couverture totale de la chaîne de l'Anti-Liban, de Sannine, du Barouk et des régions voisines », ajoute le communiqué, avant d'annoncer que « l'armée a également démantelé un engin "plus sophistiqué" sur les hauteurs du Barouk ». « Les deux engins ont pu être découverts grâce à des informations obtenues par la direction des renseignements de l'armée de sources de la Résistance », indique le communiqué qui appelle la population à ne pas toucher aux corps suspects qu'elle peut découvrir, de peur qu'ils n'exploient, et d'alerter le plus proche poste militaire.

17 décembre

http://www.lorientlejour.com/numero/4381/article/681966/L'armee_demantele_deux_engins_israeliens_d'espionnage_a_Sannine_et_dans_le_Barouk.html

b) Israël

Découverte des engins d'espionnage : conséquences nuisibles.

Le quotidien israélien Yediot Aharonot a mis en garde contre les conséquences nuisibles causées par la découverte des appareils d'espionnage israéliens au Liban.

Dans son article intitulé « Dégâts pour les renseignements dans un moment délicat », Ron Ben Yashaï commentait la découverte par la résistance au Liban de deux engins d'espionnage israéliens dissimulés dans les montagnes de Sannine et de Barouk, dans le Chouf, et qui ont été démantelés par l'armée libanaise.

Il précise que ces deux montagnes sont les plus hautes du Liban et surplombent la plupart du territoire libanais, dont le sud et la Békaa, voire même la capitale Beyrouth et la ville sudiste Saïda.

Yashaï a signalé que les deux appareils étaient très bien cachés, précisant que l'un d'entre eux étant un appareil électronique servant à collecter des informations, alors que le second comprenait des caméras capables de prises de vue pour des cibles au sud, dans la Békaa, au sud et à l'est de Beyrouth. Ils étaient également dotés d'un laser capable d'évaluer les distances et de préciser peut-être des cibles en cas d'attaque.

Selon lui, ces engins étaient connectés à des appareils d'émission et de réception de longue portée, et peuvent être télécommandés à distance pour leur soutirer les informations collectées.

« Si c'est Israël qui a planté ces appareils, cela relèverait d'un exploit de premier degré, vu que les positions où ils ont été plantés lui permet de contrôler la région et de collecter des informations électroniques, non seulement sur l'espace aérien libanais et l'est de la Syrie, mais aussi sur les sites du Hezbollah et de l'armée libanaise à Beyrouth aussi » a ajouté ce chroniqueur israélien, indiquant que le Hezbollah détient des centres qui contiennent des équipements de combat importants.

Les appareils ont permis selon l'auteur d'espionner le transport de convois d'armement de la Syrie au Hezbollah, ce qui devrait permettre à Israël lui faciliter de bombarder les dépôts en temps de guerre.

En comparaison avec les systèmes d'espionnage aériens, Yeshaï précise que les appareils terrestres sont beaucoup moins et coûteux, et permettent une continuité qui fait défaut aux appareils sur avions.

Raison pour laquelle, estime-t-il, il en conclut que la découverte de ces appareils cause des dommages très graves pour Israël.

17/12

<http://www.almanar.com.lb>

c) Finul

Des soldats français de la FINUL collaborent avec le Mossad

Le chef du parti Tawhid libanais, Wiam Wahhab a révélé l'expulsion de treize soldats français de la FINUL au Sud Liban pour collaboration avec les services de renseignements israéliens le Mossad.

Dans une interview accordée au site Bintjbeil.org, Wahhab a indiqué que les Français ont été immédiatement et secrètement rapatriés en France avant qu'ils ne soient dénoncés.

Parmi les soldats expulsés, trois officiers ainsi que dix soldats que le Mossad a recrutés pendant une visite touristique en Palestine occupée. Mais le plus dangereux selon Wahhab, c'est que ces soldats ont accepté de collaborer pour des raisons idéologiques et non financières.

Ce chef politique druze, très proche du Hezbollah, a constaté que ce scandale révèle une fois de plus la réalité de ces soldats qui se déplacent parmi nous, se disant opposé à l'idée selon laquelle la présence de la FINUL au Sud est une nécessité et exprimant sa méfiance face à ces forces onusiennes.

Par ailleurs, Wiam Wahhab a critiqué l'ordre du jour de la dernière visite du Président libanais Michel Souleimane au Sud du pays. « Il fallait qu'il s'informe de près sur la situation et les besoins des habitants de cette région frontalière », a-t-il précisé. Souleimane avait visité dimanche dernier le commandement de l'armée libanaise et la FINUL au Sud.

30 décembre

<http://www.almanar.com.lb/>

Politique

1 Liban :

Michel Sleimane, Saad Hariri & Nasralah

Hariri à AlAkhar : je n'accuse pas le Hezbollah.

Le quotidien libanais AlAKhbar a révélé que le Premier ministre libanais Saad Hariri a dit devant certains de ses assistants et invités, en réponse à une question liés sur les raisons pour lesquelles il refuse de transférer le dossier des faux-témoins au Conseil juridique : « Voulez-vous que nous soyons jetés en prison Marwane Hémadé et moi-même ? », assurant que ceci n'aura jamais lieu.

A noter que Hémadé est un député du bloc du chef de la rencontre démocratique Walid Joumblatt.

Toujours selon le journal, Hariri a assuré « qu'il n'acceptera jamais de solution avant la publication de l'acte d'accusation ».

Il aurait également ajouté : « je n'accuse pas le Hezbollah, mais j'ai mes soupçons surtout qu'ils refusent de répondre depuis plusieurs années, qui est Abdel Majid Ghamlouche, quel est son lien avec le Hezbollah, et où se trouve-t-il maintenant ? ».

Hariri a exprimé sa conviction que ni la Syrie ni le Hezbollah ne pourront rien faire en cas de publication de l'acte d'accusation.

Selon AlAKhbar, c'est son assistant, l'ex-député Bassem AsSabee qui l'exhorte à tenir ces propos : « je pense que la Syrie et le Hezbollah ont besoin de Hariri, maintenant et après la publication de l'acte », a confié cet ex-député au journal, sans en préciser les raisons.

Durant la séance, Hariri a s'est dit étonné de la coupure syrienne à son encontre.

19/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166555&language=fr>

2-1 La crise gouvernementale

Au jour le jour

Les ministres de l'opposition libanaise menacent de démissionner

Les ministres de l'opposition libanaise vont claquer la porte du gouvernement d'union libanais si leurs demandes concernant le tribunal de l'ONU enquêtant sur l'assassinat de Rafic Hariri ne sont pas entendues, a affirmé, ce mercredi, le ministre de la Santé.

"Si le Conseil des ministres ne se réunit pas, cela veut dire qu'il n'y a pas de gouvernement, et les 11 ministres vont présenter leur démission aujourd'hui", a déclaré Mohammad Jawad Khalifé, du mouvement Amal.

Le Hezbollah et ses alliés ont dix ministres, mais le ministre faisait référence à un ministre proche du président de la République, Michel Sleimane, considéré comme neutre, ou à un ministre proche du leader druze Walid Joumblatt (centre).

Le gouvernement, qui compte actuellement 30 ministres, s'effondre si plus d'un tiers de ses ministres se retirent, selon la Constitution libanaise.

Mardi, l'opposition libanaise a donné un délai "de quelques heures" au gouvernement de Saad Hariri pour prendre une décision concernant "ce tribunal qui divise le pays".

<http://www.almanar.com.lb>

Démission des 11 ministres de l'opposition, le gouvernement tombe

Comme prévue, depuis l'annonce de l'échec de l'initiative syro-saoudienne, l'opposition s'est retirée du gouvernement de coalition nationale formée depuis les élections législatives libanaises en 2009, et présidée par le chef du courant du Futur, Saad Hariri.

La démission des 10 ministres de l'opposition a été prononcée par le ministre de l'énergie et des ressources hydrauliques, Joubrane Bassil, qui a lu le communiqué durant un point de presse en présence des 10 ministres représentant aussi bien le Hezbollah, le mouvement Amal que le Courant patriotique libre.

Expliquant les raisons de cette démission collégiale, Bassil a reproché au Premier ministre Saad Hariri "son impuissance face aux pressions américaines", qui ont contribué à torpiller l'initiative syro-saoudienne élaborée pour contrecarrer les séquelles de la publication de l'acte d'accusation du TSL.

Sachant que ce dernier est accusé par toutes les composantes de l'opposition libanaise, et la majeure partie du peuple libanais de vouloir à tort accuser le Hezbollah de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, pour des raisons politiques et pour éliminer la résistance.

« Le Premier ministre Saad Hariri et les Libanais devraient choisir entre Beyrouth et Washington ou entre Beyrouth et n'importe quelle autre capitale » a déclaré Bassil, en appelant le président de la république à entamer les procédures en vue de former un nouveau cabinet.

Le onzième ministre, Adnane Sayed Hussein proche du président de la république Michel Sleimane, a lui aussi sans tarder présenté sa démission après une rencontre avec le chef de l'état.

Dès lors, et en fonction de la Constitution libanaise qui considère la démission du tiers du cabinet comme suffisante pour renverser le cabinet ministériel, ce dernier formé de trente ministres est tombé.

Selon certains observateurs, le timing de la démission collégiale survient à un moment délicat pour le Premier ministre Saad Hariri et ne pourrait que l'embarrasser alors qu'il se prépare pour rencontrer à Washington, d'un moment à l'autre, le président américain Barak Obama: " il le rencontrera en tant qu'ex-Premier ministre" constate ces sources pour le journal libanais AsSafir.

12/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169877&language=fr>

2 Politique Israélienne

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

Ashkenazi évacuera la population dans la prochaine guerre.

"Israël sera contraint d'évacuer la population lors d'un prochain conflit avec le Hezbollah au Liban, ou avec le Hamas dans la bande de Gaza », a déclaré le chef d'état-major israélien Gabi Ashkenazi.

« Nous n'allons pas affronter l'ennemi dans l'avenir dans un champ de bataille classique.

Le Hamas choisit de combattre dans des zones résidentielles au lieu des zones ouvertes. Nous allons alors recourir aux forces terrestres et aux bombardements permanents », a-t-il révélé devant « le congrès international sur les combats communs dans les zones construites », tout en reconnaissant l'incapacité de l'arme aérienne de trancher la guerre.

Il a par ailleurs souligné que l'armée de l'occupation « établit actuellement une banque de données sur les cibles du Hezbollah et du Hamas qu'il faut attaquer, pour qu'elle n'aille pas à la recherche d'un ennemi caché parmi les civils. Nous devons transformer notre ennemi d'un ennemi invisible à un ennemi visible ».

Le responsable militaire sioniste a insisté sur l'importance de procéder à des frappes préventives contre l'ennemi, à la base de renseignements bien définis au début des combats, reconnaissant le besoin de s'approvisionner en armes capables d'atteindre des cibles avec une haute précision.

De son côté, le coordinateur des affaires du gouvernement israélien dans les territoires palestiniens occupés le lieutenant Itan Dangot a estimé que le Hezbollah possédait « près de 40.000 roquettes, dont des roquettes de longue portée qui peuvent atteindre toute l'étendue d'Israël ».

Il a accusé l'Iran d'armer les organisations « terroristes », d'acheminer les armes via le Yémen, le Soudan, la Syrie et l'Égypte, et a appelé la communauté internationale à cesser le flux de l'argent iranien à la Syrie, au Liban et à la bande de Gaza.

Le ministre israélien pour les affaires stratégiques Moshé Yaalon a, lui, mis en garde contre la tentative syrienne d'acquérir des armes qui brisent l'équilibre de la terreur dans la région. Et de l'accuser d'acheter des armes de l'Iran et de la Russie. Lors de la commémoration de la 20ème année du lancement des relations entre « Israël » et l'union soviétique à Tel Aviv, Yaalon a remercié la Russie pour son annulation de la vente de missiles à l'Iran, tout en qualifiant cette mesure d' « insuffisante ».

11/11/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Eiland: "Israël ne peut pas vaincre le Hezbollah"

Giora Eiland, un ancien conseiller de la sécurité nationale israélienne a reconnu qu'Israël ne peut pas vaincre le Hezbollah dans une confrontation directe et que ce parti libanais endommagera gravement le front interne israélien en cas de guerre. Dans une interview à la radio israélienne, cet ancien général de l'armée, a déclaré qu' « Israël ne sait pas comment vaincre le Hezbollah ».

Selon lui, « il est vrai que le Hezbollah sera durement frappé dans une nouvelle guerre, mais le Hezbollah va provoquer beaucoup plus de dégâts dans le front interne israélien que ce qu'il avait fait il y a quatre ans et demi ».

Pour Eiland, « la meilleure façon d'empêcher et de remporter une nouvelle guerre est de menacer qu'en cas d'une confrontation avec le Hezbollah, tout le Liban sera détruit! Et puisque ni le Hezbollah, ni les Syriens ni les Iraniens ne désirent voir le Liban détruit, ce sera pour nous la meilleure force de dissuasion ».

Et de prévoir qu'un tel scénario poussera la communauté internationale à appeler à un cessez-le-feu en deux jours, ce qui servira les intérêts d'Israël qui évitera d'être attaqué par les 40000 roquettes du Hezbollah ».

Note de la rédaction de stcom.net : Et si en moins de deux jours le hezbollah détruit complètement l'entité d'occupation vous ferez quoi ?

17/12

www.almanar.com.lb

2-4 Les grandes manœuvres...

Dagan: la force militaire du Hezbollah dépasse celle de 90% des pays du monde

L'ancien chef du service des renseignements israéliens, le Mossad, Méir Dagan, a affirmé que le Hezbollah est doté d'une grande force militaire dépassant celles de 90% des pays du monde, a rapporté vendredi la radio publique israélienne.

Le chef du Mossad a fait cette déclaration lors d'une cérémonie de passation de pouvoirs à son successeur, un vétéran du service, Tamir Pardo, jeudi soir au QG du Mossad.

Dagan a par ailleurs, déclaré qu'une attaque israélienne contre les installations nucléaires de l'Iran était injustifiée à ce stade.

Il a affirmé qu'une telle attaque ne se justifiait qu'en dernier recours, indiquant que tel n'est pas le cas, vu que, selon ses assertions, l'Iran ne se doterait pas d'une capacité nucléaire avant 2015 compte tenu d'une série de retards.

Dagan avait déjà déclaré dans le passé qu'"Israël" ne devait lancer une opération militaire contre l'Iran "que s'il avait le couteau sur la gorge".

"Israël", la plus grande puissance nucléaire dans la région, se dit menacé par les ambitions nucléaires de l'Iran, et des responsables israéliens n'ont pas exclu l'option militaire pour neutraliser son programme nucléaire.

07/01 <http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169038&language=fr>

3 Politique internationale

a) Pays Arabes & voisins

Turquie

Erdogan contre la politisation du TSL

Le Premier ministre turc, Recep Tayeb Erdogan, a affirmé, dans une interview dimanche avec l'agence SANA, qu'il est en contact permanent avec le président al-Assad pour la recherche des solutions aux problèmes régionaux, dont notamment les tensions politiques au Liban.

M. Erdogan a rappelé que la sauvegarde de la stabilité au Liban est très importante pour la région, soulignant que la Turquie soutient fermement l'indépendance et la souveraineté du Liban "d'où son appui à un gouvernement d'union nationale".

M. Erdogan a rapporté qu'il a insisté, lors de ses discussions avec les dirigeants libanais, durant sa dernière visite au Liban, sur la nécessité de dépolitiser le TSL, et de soutenir les efforts syro-saoudiens visant à régler la crise libanaise.

20/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166579&language=fr>

b) Usa (le parrain)

Clinton

Chute du gouvernement : Clinton veut un consensus international sur le TSL

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton mène des contacts tous azimuts pour parvenir à un "consensus international" au sujet du tribunal sur le Liban, où l'opposition libanaise a fait tomber mercredi le gouvernement, a indiqué un responsable américain.

Clinton a déjà évoqué avec les responsables français, saoudiens, égyptiens et autres la nécessité "*d'un consensus international pour soutenir le Liban et le Tribunal spécial pour le Liban (TSL)*" enquêtant sur l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri, a ajouté mercredi ce responsable aux journalistes accompagnant Mme Clinton, dans l'avion qui les transportait de Mascate à Doha.

La secrétaire d'Etat "*entend soulever la question avec ses homologues à Doha*" où elle doit rencontrer en soirée le Premier ministre et chef de la diplomatie, cheikh Hamad ben Jassem ben Jabr al-Thani.

Elle doit participer jeudi au Forum de l'Avenir, aux côtés de son homologue française Michèle Alliot-Marie et du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. "*La question revêt une certaine urgence actuellement*", a ajouté le responsable.

Le gouvernement d'union au Liban s'est effondré mercredi soir après la démission d'un onzième ministre, proche du président de la République, qui a suivi celle des 10 ministres du Hezbollah, du mouvement Amal et du Courant patriotique libre.

Le haut responsable américain a cependant estimé que le Hezbollah ne semblait pas vouloir mobiliser la rue. "*Nous ne voyons pas de signes de tentatives de mobiliser la rue*", a-t-il dit.

Clinton, actuellement en tournée dans le Golfe, avait rencontré vendredi à New York le Premier ministre libanais et le roi saoudien au sujet des tensions grandissantes au Liban.

Doha est la dernière étape d'une tournée dans le Golfe de Mme Clinton qui l'a menée aux Émirats arabes unis, au Yémen et au sultanat d'Oman.

13 janvier

Al-Manar

Pentagone : Les USA surveillent la situation au Liban « de très près »

14/01

Les Etats-Unis "surveillent de très près" la situation au Liban, dont le gouvernement s'est effondré à la suite de la démission des ministres de l'opposition, a affirmé jeudi un porte-parole du Pentagone.

"Nous savons que les troubles et la violence qui pourraient résulter de la situation politique tendue sont des menaces pour la stabilité et la sécurité de la région", a dit à des journalistes le colonel David Lapan.

Interrogé sur l'envoi de navires militaires américains, le porte-parole a répondu qu'aucun bâtiment n'avait été dépêché au large des côtes libanaises.

"Le département de la Défense et le gouvernement américain souhaitent que toutes les parties usent de moyens pacifiques pour résoudre la situation", selon lui.

Les Etats-Unis sont "attachés à la souveraineté du Liban et au renforcement de ses institutions", a en outre prétendu le colonel Lapan.

<http://www.almanar.com.lb>

Les grandes manœuvres

"Le TSL se poursuivra quoi que le Liban et le Hezbollah fassent"

Un haut responsable américain a déclaré au quotidien AlHayat que « Washington n'est pas informé d'une quelconque transaction syro-saoudienne au sujet du Tribunal Spécial pour le Liban. Des responsables ont démenti l'existence d'une telle transaction. Tout ce que nous connaissons ce sont des informations de presse, et il n'y a aucun fondement pour juger la véracité de ces informations. De toute façon, le TSL constitue le meilleur espoir du Liban pour bénéficier du soutien international et jeter derrière lui son passé tragique et sanguinaire ».

Il a rappelé que « les Etats-Unis et la communauté internationale ont dès le début affirmé que le TSL est une procédure internationale difficile à supprimer ou à soumettre à des transactions politiques comme s'il s'agissait d'une course des chevaux », jugeant « ridicule de croire les rumeurs et les spéculations sur une quelconque transaction en cours à propos du TSL ».

« Les dirigeants saoudiens nous ont dit qu'ils sont entièrement engagés à construire une relation positive entre le Liban et la Syrie, basée sur le respect mutuel et loin des ingérences dans les affaires internes. Nous soutenons cet objectif mais cette relation ne peut être construite au détriment de la justice ou à la base du chantage », a-t-il ajouté.

Accusant le Hezbollah d'être derrière « tout le chantage » à travers ses avertissements contre les répercussions de l'acte d'accusation sur la situation au Liban, le responsable américain a dit : « Le Hezbollah amplifie ses propos sur une transaction syro-saoudienne censée résoudre le problème qu'il a lui-même créé! Ce parti est responsable de toute cette peur. C'est comme une personne qui met le pistolet dans la tête de l'autre. Il veut placer le Liban entre deux choix : soit la justice, soit la stabilité. Nous savons tous qu'au Liban la formule « ni vainqueur ni vaincu » domine le jeu politique, mais on n'en parle plus. Personne ne veut voir le Liban déstabilisé. Le peuple libanais mérite la stabilité, la sécurité et la justice aussi. »

Par ailleurs, le responsable américain a dit comprendre la position difficile du Premier ministre libanais Saad Hariri, tout en prétendant que "c'est le Hezbollah qui l'a placé dans cette position à cause de ses menaces et non de la justice. Hariri bénéficie du soutien des Libanais, et d'un soutien régional et international ».

Et de confirmer que le TSL poursuivra son action quelles que soient les mesures prises ou non prises par le Liban, ou les menaces du Hezbollah. Nous nous attendons à ce que le Liban, membre du conseil de sécurité de l'Onu, poursuive sa coopération et n'essaie pas de mettre fin au travail du TSL ».

Réagissant aux propos du Guide suprême de la Révolution Islamique en Iran, l'ayatollah Sayed Ali Khamenei, sur le TSL et son acte d'accusation, ce responsable américain a dit à AlHayat : « Cette position vient de l'Iran, ce pays qui transgresse les lois internationales, et qui n'agit pas en tant que membre responsable au sein de la communauté internationale. Une telle position n'est pas étonnante. Mais le Liban, qui est membre de l'ONU, doit agir autrement ».

Au Liban, le chef du PSP le député Walid Joumblatt n'a pas tardé à riposter. Tout en critiquant les allégations américaines sur leur méconnaissance des efforts syro-saoudiens, Joumblatt a indiqué : « C'est étonnant qu'une grande puissance ne soit pas au courant d'une quelconque affaire, elle est au courant de tout. La preuve en est Wikileaks. C'est vraiment étonnant. J'espère que cette déclaration ne reflète pas la volonté américaine d'accélérer la publication de l'acte d'accusation. Attendons pour voir ».

24/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=167261&language=fr>

c) Monde

1 Canada

Ingérence dans les affaires libanaises: le Canada condamne la chute du cabinet.

Dans une ingérence insolente dans les affaires internes des Libanais, le Canada a condamné jeudi l'effondrement du gouvernement libanais, estimant que les démissions des ministres de l'opposition visaient à "miner la sécurité" du Liban et ne pouvaient "être tolérées".

"Le Canada continue à appuyer un Liban fort et indépendant, ainsi que le leadership du Premier ministre Saad Hariri", a déclaré dans un communiqué le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon.

"Nous exhortons les parties impliquées à trouver une solution afin de pouvoir relever les nombreux défis auxquels le peuple libanais est confronté", a-t-il ajouté, enjoignant "toutes les factions politiques à faire preuve de retenue en ces temps d'incertitude politique".

Pour Cannon, "le renversement du gouvernement par le Hezbollah est une tentative évidente de saper l'autorité du Tribunal spécial pour le Liban". "Le Canada croit que le travail du Tribunal spécial doit se poursuivre afin que justice soit rendue", selon lui.

Interrogé par notre site sur la position canadienne, une source proche de l'opposition ayant requis l'anonymat a rappelé que les 11 ministres de l'opposition qui ont démissionné exerçaient leur plein droit garanti par la Constitution libanaise.

" En plus du fait que cette position canadienne est une ingérence insolente dans les affaires internes libanaises, elle montre un irrespect pour les Libanais à décider librement de leur choix politique", a-t-il ajouté.

14/01

<http://www.almanar.com.lb>

2 France

Paris menace le Liban d'une guerre israélienne!

Le Président Sarkozy a interrogé son homologue syrien sur ses prévisions sur les répercussions de l'acte d'accusation, au cas où Daniel Bellemare, procureur général du TSL, accuse des membres du Hezbollah dans le meurtre de Rafic Hariri.

C'est ce qu'a révélé une source diplomatique arabe à Paris au quotidien Assafir.

Citant des sources proches de la présidence française, Assafir a souligné que Paris évoque un possible scénario d'intervention militaire israélienne "si le Hezbollah choisit de bouleverser l'équilibre politique entre lui et le bloc de Saad Hariri, et de faire effondrer le gouvernement d'union nationale, parce que ceci signifie remettre le Liban, après l'Irak, entre les mains de l'Iran".

En parallèle, le ministre israélien de la guerre Ehud Barak a exprimé son "inquiétude" face à la situation au Liban et aux répercussions prévues de la publication de l'acte d'accusation, lors d'une réunion avec le ministre américain à la Défense Robert Gates.

Par ailleurs, Barak s'est dit craindre la poursuite de l'armement sophistiqué de la Syrie et du Hezbollah, ce qui portera atteinte à "la suprématie militaire israélienne et à sa sécurité".

Il a appelé les Etats-Unis à poursuivre leur coopération avec "Israël" pour faire face aux roquettes qui peuvent être tirées sur son territoire

De retour au sujet de l'acte d'accusation, un haut responsable militaire israélien dans le commandement du Nord a menacé de frapper durement le Liban, en cas de guerre à la suite de la publication de l'acte d'accusation.

Selon le quotidien Yediot Ahranot citant le responsable en question, "la riposte israélienne sera dix fois plus forte que celle de la guerre de juillet, qu'il a qualifiée de "promenade" en comparaison à la guerre prochaine.

15/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166008&language=fr>

Don de missiles au Liban: Israël inquiet.

Israël s'inquiète de la fourniture de missiles anti-chars par la France au Liban, a indiqué aujourd'hui un haut responsable israélien, soulignant le risque que ces armes se retrouvent entre les mains du puissant mouvement Hezbollah.

"Nous avons exprimé notre inquiétude sur le fait que le Hezbollah prend de plus en plus de pouvoir au sein du gouvernement libanais et sur le fait que des armes destinées à l'armée libanaise puissent faire partie de l'arsenal du Hezbollah", a affirmé ce haut responsable, sous couvert d'anonymat.

La France va offrir au Liban 100 missiles anti-char, avait indiqué vendredi un représentant du gouvernement libanais, confirmant un projet qui avait soulevé des inquiétudes en Israël et aux Etats-Unis. "Les missiles seront livrés avant la fin février et seront donnés sans aucune contrepartie", a-t-il ajouté.

Interrogé, Matignon a confirmé l'envoi d'une lettre en ce sens par le Premier ministre français François Fillon à son homologue libanais. "Notre coopération militaire avec le Liban contribue à l'indépendance et la stabilité du pays et est conforme à la résolution 1701 du Conseil de sécurité", a souligné de son côté le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué

Durant le conflit entre Israël et le Hezbollah chiite en 2006, ce mouvement avait tiré plus de 4000 roquettes contre le nord d'Israël, contraignant un million d'habitants à se terrer dans des abris ou à fuir vers le sud du pays.

19/12/2010 | Mise à jour : 12:43 Réactions (55)

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/12/19/97001-20101219FILWWW00079-don-de-missiles-au-liban-israel-inquiet.php>

3 Russie

Russia Today analyse nos révélations sur l'assassinat d'Hariri

Russia Today a consacré son émission Panorama du 28 décembre 2010 à nos révélations sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafiqal-Hariri.

Les intervenants ont souligné le sérieux de notre enquête et la nécessité pour le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) d'y répondre.

Surtout, ils ont observé que la politisation du TSL n'était pas sans rappeler celle du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie (également présidé par le juge Antonio Cassese) qui n'était pas parvenu à justifier l'intervention de l'OTAN et s'était conclu par l'assassinat de Slobodan Milosevic dans sa cellule. Ce qui avait pu paraître à l'époque comme une erreur de parcours semble aujourd'hui la marque de fabrique des tribunaux internationaux. On comprend dès lors que Vladimir Poutine soit désormais favorable à une

dissolution du Tribunal spécial pour le Liban et à un arrêt définitif de ce type d'instance politico-judiciaire.

29-12

<http://www.voltairenet.org/article167916.html>

d) Les institutions

ONU

L'ONU indifférente à la demande libanaise d'empêcher le forage israélien.

Le ministre libanais des Affaires étrangères Ali Chami a demandé mardi à l'ONU de juguler les projets israéliens de forage de champs gaziers offshore en Méditerranée.

"Nous vous demandons de faire tout votre possible pour garantir qu'Israël n'exploite pas les ressources d'hydrocarbures du Liban, qui se trouvent dans la zone économique du Liban telle que déterminée dans les cartes du ministère des Affaires étrangères soumises aux Nations unies en 2010", écrit-il dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

"Toute exploitation par "Israël" de cette ressource est une violation flagrante de la loi internationale et une attaque contre la souveraineté libanaise", poursuit le texte cité par l'agence nationale d'information (ANI).

Or, le porte-parole de Ki-moon, Martin Nesirky, a soutenu la position des Forces Intérimaires des Nations Unies au Liban (FINUL) qui refuse un tracé des frontières maritimes entre le Liban et l'entité sioniste.

Interrogé par le quotidien As-Safir, sur le rôle des forces maritimes de la Finul, Nesirky a répété que le tracé des frontières maritimes ne relève pas des forces onusiennes déployées au sud-Liban. Il s'est contenté de dire qu'il y a une différence entre les frontières maritimes et les eaux côtières, sans expliquer quelle est cette différence.

Rappelons que l'enjeu porte sur deux gisements offshore découverts récemment, Tamar et Léviathan, situés dans des zones maritimes contestées. Les réserves de Tamar sont estimées à 8 milliards de m³ de gaz naturel et, selon la compagnie américaine Noble Energy, celles de Léviathan avoisinent les 450 milliards de m³.

Si « Israël » a déclaré qu'il est déterminé à défendre avec "toute la force nécessaire", face au Liban ou à tout autre pays, les champs gaziers, le Liban a quant à lui affirmé son intention d'exploiter son potentiel offshore en gaz et pétrole.

Le ministre libanais de l'Energie, Gebrane Bassil, a annoncé en août que le Liban travaillait de manière unilatérale sur le tracé des frontières maritimes avec l'entité sioniste, avant d'en soumettre les résultats au Conseil de sécurité de l'ONU, et que le pays devrait lancer début 2012 les appels d'offres pour des contrats de prospection pétrolière et gazière au large de ses côtes.

Dans ce contexte, le ministre d'État Adnan Kassar a plaidé mardi en faveur du vote, dans les plus brefs délais, des décrets d'application relatifs à la loi sur le forage pétrolier et gazier au large du littoral, approuvée par le Parlement en août dernier.

« Il s'agit d'une première étape dans un long processus visant à exploiter nos ressources en hydrocarbures (...) qui s'avèrent être plus importantes que celles découvertes au large de Haïfa (...).

Nous ne devons plus perdre le temps et nous noyer dans nos conflits internes, d'autant plus que l'exploitation de ce potentiel devrait largement bénéficier à notre économie et réduire la dette, qui représente désormais un poids important (...) », a-t-il souligné.

« Il est donc crucial de lancer le chantier d'exploration et de charger les compagnies concernées de déterminer les zones les plus riches en pétrole et en gaz », a-t-il poursuivi.

Le ministre Kassar a déploré à cet égard le laxisme des autorités libanaises, soulignant qu'à l'heure où Israël a mis en place tous les plans nécessaires à l'exploration offshore, le Liban « n'a toujours pas progressé » à ce niveau.

M. Kassar a enfin mis en garde contre une exploitation par l'entité sioniste des ressources naturelles du Liban, mettant l'accent sur le double enjeu territorial et économique d'une telle éventualité.

Mondialisation.ca,

Le 5 janvier 2011

Almanar.com

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19